

Discours de l'Ambassadeur LU Shaye

visioconférence sur les relations Chine-France-Afrique par la FPI



Monsieur le Premier Ministre Jean-Pierre Raffarin,
Mesdames et Messieurs, Chers amis,

C'est un grand plaisir pour moi d'être invité par la Fondation Prospective et Innovation à participer à cette visioconférence consacrée aux relations Chine-France-Afrique. D'abord, je tiens à exprimer ma sincère gratitude à la Fondation Prospective et Innovation, et en particulier au Premier Ministre Jean-Pierre Raffarin, pour votre engagement inlassable en faveur des échanges amicaux et de la coopération entre la Chine et la France.

L'Afrique est un continent plein de vitalité et d'opportunités. J'ai été chargé des relations sino-africaines pendant plus de 20 ans. J'ai été en poste en Afrique à deux reprises, rempli pendant 4 ans l'office du Directeur général des Affaires de l'Afrique du Ministère chinois des Affaires étrangères et j'ai visité une quarantaine de pays africains. J'ai ainsi noué des liens indissolubles avec l'Afrique. En tant qu'Ambassadeur de Chine en France, j'ai eu l'occasion d'échanger avec des amis français de divers horizons, ce qui m'a permis d'observer et de réfléchir sur les questions africaines sous l'angle des relations sino-françaises. Aujourd'hui, je voudrais partager avec vous mes quelques réflexions sur les relations Chine-France-Afrique.

En parlant des relations sino-africaines, de nombreux amis ici présents se demanderaient quel est la recette secrète des relations sino-africaines pour maintenir un développement rapide, global et durable depuis de longues années. À mon avis, c'est grâce à trois atouts.

Le premier est le respect mutuel. Depuis l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et l'Égypte en 1956, date où inauguraient les relations diplomatiques Chine-Afrique, l'Afrique a toujours occupé une place importante particulière dans la diplomatie chinoise, et la politique de la Chine à l'égard de l'Afrique a toujours été cohérente et constante. Après sa prise de fonction du Président de la République en 2013, le Président Xi Jinping a choisi l'Afrique pour son premier déplacement à l'étranger. Après, il s'est encore rendu en Afrique à quatre reprises. Il a prescrit les principes à observer dans le développement des relations avec l'Afrique : À savoir le principe dit « sincérité, résultats réels, amitié et franchise » et celui de recherche du plus grand bien et des intérêts partagés, qui consiste à poursuivre en même temps la justice et les intérêts tout en privilégiant la justice. Il a proposé la construction d'une

communauté d'avenir Chine-Afrique caractérisée par « les responsabilités partagées, la coopération gagnant-gagnant, le bien-être pour tous, la floraison culturelle, la sécurité commune et la coexistence dans l'harmonie ». Il a affirmé l'engagement de la Chine à être pour toujours ami fiable et partenaire sincère des pays africains.

À la lumière de ces principes, nous avons travaillé activement à faire progresser la coopération sino-africaine. En nous appuyant sur le Forum sur la Coopération sino-africaine, nous avons lancé de grandes initiatives de coopération, en particulier les « dix programmes de coopération » et les « huit initiatives majeures », qui ont joué un rôle important dans le développement économique, la création d'emplois et l'amélioration du bien-être des populations en Afrique.

Le deuxième atout est la solidarité mutuelle. Il n'y a pas de fardeau historique ni de barrière psychologique entre la Chine et l'Afrique. Nous sommes de bons amis, de bons partenaires et de bons frères qui partagent heurs et malheurs. La haute confiance politique mutuelle constitue un fondement important et un avantage unique pour le développement sain et rapide des relations sino-africaines.

Bien que confrontée à des tâches de développement ardues, la Chine a toujours fait de son mieux pour fournir des assistances sincères à l'Afrique. Elle a aidé l'Afrique à construire environ 150 stades, centres de conférence, édifices parlementaires, et plus de 200 écoles. Depuis 2015, la Chine a octroyé plus de 30 000 bourses gouvernementales aux pays africains et formé plus de 200 000 professionnels techniques toutes catégories confondues. L'Afrique a également apporté beaucoup de soutiens précieux à la Chine. Dans les années 1970, les pays africains ont fermement soutenu le rétablissement de la Chine nouvelle dans son siège légitime au sein des Nations unies. Le Président Mao Zedong disait que c'était nos frères africains qui ont « porté » la Chine à l'ONU. Sur les questions concernant la souveraineté, l'intégrité territoriale et les intérêts fondamentaux de la Chine, nos frères africains ont toujours soutenu la Chine sans aucune ambiguïté. Ces gestes nous rassurent et nous touchent beaucoup.

Il convient en particulier de faire remarquer que, depuis l'éclatement de l'épidémie de la COVID-19, la Chine et l'Afrique se sont soutenues mutuellement dans une solidarité totale pour surmonter les difficultés, écrivant ainsi un nouveau chapitre mémorable dans les annales de l'amitié sino-africaine. Au plus fort de l'épidémie en Chine, plus de 50 dirigeants africains ont exprimé leur sympathie et soutien à la Chine. De nombreuses personnalités africaines de tous horizons et de nombreux partis politiques africains se sont élevés pour s'opposer publiquement à la politisation de l'épidémie, à l'étiquetage du virus et à la stigmatisation de la Chine. De nombreux Africains vivant en Chine ont raconté leurs propres expériences pour réfuter les accusations injustes d'une poignée de politiciens et de médias occidentaux qui cherchent à semer la discorde entre la Chine et l'Afrique. Suivant de près l'évolution de l'épidémie en Afrique, la Chine a fourni rapidement aux pays africains et à l'Union africaine des matériels antiépidémiques dont ils avaient grand besoin et envoyé des groupes d'experts médicaux dans 15 pays africains. Par ailleurs, les 46 équipes médicales chinoises déjà présentes en Afrique dans le cadre de la coopération bilatérale ont participé activement aux efforts locaux contre l'épidémie.

En juin dernier, la Chine et l'Afrique ont organisé un Visio-Sommet extraordinaire placé sous le signe de la solidarité contre la COVID-19, envoyant un message fort des efforts conjugués pour bâtir une communauté de santé Chine-Afrique pour tous et une communauté de destin Chine-Afrique. Lors de ce Sommet, le Président Xi Jinping a annoncé l'engagement solennel

de la Chine à assurer aux pays africains un accès prioritaire aux vaccins chinois lorsqu'ils seront disponibles, à soutenir l'Afrique dans ses efforts pour renforcer la connectivité d'infrastructure et améliorer les chaînes industrielles et d'approvisionnement, et à aider l'Afrique à surmonter les impacts de l'épidémie et à réaliser un développement autonome et durable.

Le troisième atout est la coopération mutuellement bénéfique. Se focalisant sur des deux tâches les plus pressantes de l'Afrique que sont l'industrialisation et la modernisation agricole, la Chine s'efforce d'aider l'Afrique à résoudre deux principaux goulots d'étranglement, à savoir le manque d'infrastructures et le déficit de main-d'œuvre qualifiée, et mène une coopération fructueuse dans le cadre du Forum sur la Coopération sino-africaine et de l'Initiative « la Ceinture et la Route ».

Dans le domaine du commerce et de l'investissement, en 2019, le volume commercial entre la Chine et l'Afrique a franchi le seuil de 200 milliards de dollars américains. La Chine est depuis 11 ans consécutif le plus grand partenaire commercial de l'Afrique. Plus de 3700 entreprises chinoises font des affaires en Afrique, avec des investissements directs s'élevant totalement à 110 milliards de dollars américains. Les institutions financières chinoises ont établi une dizaine de succursales en Afrique.

Dans le domaine des infrastructures, la Chine a coopéré énergiquement avec les pays africains, construisant en Afrique plus de 6000 kilomètres de voies ferrées et plus de 6000 kilomètres de routes, quelques 20 ports et plus de 80 installations électriques de grande envergure. Le chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti, le chemin de fer Mombasa-Nairobi et le pont Maputo-Catembe au Mozambique sont désormais les nouveaux emblèmes de la coopération sino-africaine. Plus de 80% des infrastructures de télécom africaines sont construites par Huawei et ZTE. Un rapport de Deloitte montre que la Chine est le pays qui a participé au plus grand nombre de projets d'infrastructures en Afrique : un cinquième des projets a été financé par la Chine et un tiers a été réalisé par la Chine.

Dans le domaine de l'industrie manufacturière, la Chine a construit 20 parcs industriels en Afrique qui ont accueilli plus de 450 entreprises chinoises et étrangères, avec une production totale d'un montant de près de 20 milliards de dollars américains, plus de 30 000 emplois créés et 1,6 milliard de dollars d'impôts payés, contribuant considérablement à l'industrialisation et au développement autonome et durable de l'Afrique. Si l'économie africaine a réalisé depuis l'an 2000 une croissance de plus de 3% pendant 20 ans consécutifs, c'est étroitement lié au développement rapide de la coopération sino-africaine.

Mesdames et Messieurs,

Le grand succès de la coopération sino-africaine est largement apprécié et salué par la communauté internationale, mais il s'est également attiré des accusations. On entend même en Occident des discours qui tordent le cou à la réalité et qui cachent des arrière-pensées.

Certains disent que la Chine pratique le « néocolonialisme » en Afrique. Cela reflète la mentalité ténébreuse de certains qui jugent l'homme de bien par le prisme de l'homme de peu. Le colonialisme n'a jamais été dans l'ADN de la nation chinoise. Le colonialisme n'a plus de place dans notre temps. Ceux qui accusent la Chine du « néocolonialisme » ne font qu'extérioriser leur propre complexe du colonialisme.

Comme les 64 ans des relations sino-africaines le prouvent, la Chine ne s'est jamais ingérée dans les affaires intérieures de l'Afrique, n'a jamais imposé son idéologie et sa culture à l'Afrique, n'a assorti d'aucune condition politique son aide à l'Afrique et n'a recherché aucun intérêt politique égoïste dans sa coopération d'investissement et de financement avec l'Afrique. Bien au contraire, la coopération de la Chine avec l'Afrique a permis à cette dernière de se doter de la dynamique endogène de développement, de réaliser son indépendance économique et de trouver la voie de développement adaptée à sa réalité. Le Président djiboutien Ismaïl Omar Guelleh a dit sans ambages : « Cela a fait plus de 100 ans que les Occidentaux sont venus et notre pays demeurait pauvre. Les Chinois ne sont venus qu'il y a 3 ans et notre pays a connu de si grands changements. Nous avons vu l'espoir. »

Certains disent que les prêts chinois ont fait tomber l'Afrique dans le « piège de la dette ». Ce n'est qu'un jeu de mots inventé par certaines personnes malintentionnées. L'endettement de l'Afrique ne peut en aucun cas être attribué à la Chine. Il ne date pas d'hier. Quand je travaillais en poste en Afrique à la fin des années 1980, le problème de l'endettement était déjà très grave sur le continent. À cette époque, la Chine n'était guère présente économiquement en Afrique. Selon les statistiques publiées par l'organisation britannique Jubilee Debt Campaign, les prêts chinois ne représentent que 20% de la dette extérieure des pays africains. Pour les 16 pays exposés au risque d'endettement selon l'évaluation du FMI, les prêts chinois ne représentent que 15% en moyenne de leur dette extérieure, et dans dix pays d'entre eux, cette proportion est inférieure à 10%. Les autres parties de leur dette sont contractées auprès des pays occidentaux, des banques commerciales occidentales et des institutions financières multilatérales. Après l'éclatement de la COVID-19, la Chine a pris l'initiative d'annuler la dette des prêts sans intérêt arrivant à échéance fin 2020 des pays africains concernés. Elle a également travaillé avec les autres membres du G20 pour mettre en œuvre la suspension des services de la dette des pays les plus pauvres, y compris les pays africains, afin de soutenir leur lutte contre l'épidémie.

À mon avis, on ne peut pas regarder le problème de dette sans tenir compte des besoins du développement de l'Afrique. On ne peut pas arrêter de se développer par peur de l'endettement. L'Afrique est à l'aube du décollage de son industrialisation. Les investissements chinois en Afrique sont introduits soit dans la construction d'infrastructures, soit dans l'industrie manufacturière. Ils sont tous rentables et durables, et contribuent à la croissance de l'économie africaine au lieu de peser sur les pays africains.

Certains d'autres disent que la Chine « supplante les autres pays » dans sa coopération avec l'Afrique. La Chine n'a jamais l'intention de supplanter quelque pays que ce soit. Il y a peut-être dans la réalité une augmentation de la part de marché de la Chine en Afrique. Mais un tel résultat a été obtenu grâce aux efforts de travail et à la compétitivité commerciale de la Chine, dans le respect des règles économiques et commerciales internationales. Il convient de souligner que les différents pays possèdent d'énormes potentiels de coopération avec l'Afrique, car les besoins de développement de cette dernière sont immenses. Donc, tant que l'on est sincère à aider l'Afrique, les possibilités de coopération ne manqueront pas.

Mesdames et Messieurs, Chers amis,

En parlant de la coopération tripartite en Afrique, nous pouvons dire avec fierté que la Chine et la France ont joué un rôle pionnier important. Lors de la visite du Premier Ministre chinois Li Keqiang en France en 2015, les gouvernements chinois et français ont publié la Déclaration conjointe sur les partenariats sino-français en marchés tiers, affirmant pour la première fois

notre volonté de développer une coopération en marchés tiers, et particulièrement en Afrique. Notre initiative commune a trouvé un écho favorable dans la communauté internationale. Après, la Chine a signé des documents de coopération en marchés tiers avec une dizaine de pays, dont le Japon, l'Italie et le Royaume-Uni.

En quelques années, la coopération sino-française en Afrique est passée de l'idée à la réalité. La phase des études de faisabilité est terminée, celle des actions commence. Elle a donné des résultats tangibles, prouvant qu'« un plus un plus un font plus que trois ». Voici quelques exemples de l'excellence de notre coopération en Afrique : le terminal à conteneurs du port de Tincan au Nigéria, exploité conjointement par China Merchants, le Fonds Chine-Afrique pour le développement et le Groupe Bolloré ; le projet de traitement des eaux usées au Sénégal, auquel participent des entreprises chinoises et françaises avec le soutien des institutions financières des deux pays ; la coopération entre Huawei, ZTE et Orange dans la mise en place des réseaux de télécommunication dans de nombreux pays africains. Depuis le début de la COVID-19, la Chine et la France ont valorisé leurs atouts respectifs en Afrique pour explorer les moyens d'aider conjointement les pays africains dans la lutte contre l'épidémie. En mars dernier, la Chine et la France ont lancé une coopération tripartite contre l'épidémie en RCA : la Chine a fait don des matériels médicaux et la France a fourni des services de dépistage.

En envisageant l'avenir, nous avons toutes les raisons d'avoir confiance dans les perspectives de coopération tripartite Chine-France-Afrique.

D'abord, grâce au soutien des gouvernements chinois et français. Lors de la visite du Président Xi Jinping en France en mars 2019, nos deux parties ont signé la 3e liste des projets pilotes de coopération en marchés tiers. Lors de la visite du Président Emmanuel Macron en Chine en novembre 2019, nous avons organisé un Forum sur la coopération en marchés tiers. Les consensus dégagés par les deux Chefs d'État ont tracé la voie à suivre pour la coopération tripartite Chine-France-Afrique et y a donné une forte impulsion politique. Cette année, lors des quatre entretiens téléphoniques entre les deux Chefs d'État, ils ont réitéré à plusieurs reprises leur volonté commune d'intensifier la coopération Chine-France-Afrique pour soutenir la lutte africaine contre l'épidémie.

La confiance provient ensuite des riches expériences de nos deux pays. Au cours des dernières années, les gouvernements, les institutions financières et les milieux d'affaires de nos deux pays ont exploré avec audace divers modes de coopération et ont vu leur connaissance et confiance mutuelles s'accroître constamment. Dans le cadre du projet de traitement des eaux usées au Sénégal, les deux parties, dans un esprit de réalisme, se sont témoignées l'une à l'autre de la compréhension et de la concession dans la solution des problèmes épineux, tels que les normes de construction, la part du financement de chaque partie et la modalité d'attribution des travaux, ce qui a permis d'étoffer davantage la connotation de la coopération Chine-France-Afrique.

La confiance provient également de la demande croissante de coopération entre les trois parties. La Chine est entrée dans une phase de développement axée sur la qualité. Le Président Emmanuel Macron attache une grande importance à l'Afrique et propose de bâtir un nouveau type de relation franco-africaine tourné vers l'avenir. Dans le contexte de la crise sanitaire, l'Afrique a une volonté plus pressante de réaliser le développement économique et social, d'améliorer le bien-être des populations et d'accélérer le processus d'industrialisation et de modernisation, et elle a un besoin accru de transformer ses potentiels de ressources naturelles et humaines en avantages de développement. Les opportunités de coopération Chine-France-Afrique ne feront que s'accroître.

Aujourd'hui, la coopération Chine-France-Afrique est inévitablement affectée par la pandémie de la COVID-19. Mais les perspectives à long terme sont intactes. Tant que nous y apportons des réponses adéquates, il est tout à fait possible de transformer les crises en opportunités. D'un côté, la Chine et la France devront tenir pleinement compte des besoins urgents des pays africains, renforcer la coordination et la synergie dans nos politiques de coopération antiépidémique avec l'Afrique, valoriser nos atouts respectifs, partager les technologies médicales et les expériences de gestion sanitaire, pour aider les pays africains à améliorer le niveau global de santé publique et les capacités de gouvernance en la matière. Dans le même temps, nous devons, en réponse aux besoins des pays africains dans la reprise économique et le développement dans l'après-COVID, faire avancer prioritairement les projets qui contribuent à perfectionner les systèmes de santé publique des pays africains, à assurer la sécurité alimentaire et à améliorer le bien-être des populations.

Mesdames et Messieurs,

La coopération tripartite Chine-France-Afrique, étant une nouveauté, rencontrera inévitablement des difficultés et des obstacles. Il nous faut travailler ensemble pour réfléchir et en trouver des solutions.

Par exemple, le problème de manque de confiance mutuelle. Il est indéniable que de nombreuses entreprises chinoises et françaises sont en concurrence en Afrique. Certaines entreprises sont hautement vigilantes à l'égard des nouveaux arrivants et adoptent une approche défensive, craignant que leur part de marché ne soient grignotées. Mais on oublie que, si une entreprise manque de compétitivité, la défense passive ne lui permet pas de conserver sa part de marché. Dans le contexte du développement rapide de l'Afrique, les entreprises des différents pays devront changer de mentalité, regarder objectivement leurs propres faiblesses et les avantages des autres. Dans la plupart des cas, il est plus avantageux pour les entreprises d'« agrandir ensemble le gâteau » à travers une coopération tripartite.

Autre exemple, le problème de divergence de visions. Les traditions culturelles et les stades de développement de la Chine et de la France sont différents, et il est inévitable que les entreprises des deux pays aient des concepts différents dans leur gestion et développement. Les entreprises chinoises pourraient ne pas être satisfaites de l'efficacité des entreprises françaises, et les entreprises françaises pourraient faire peu de cas du mode de gestion des entreprises chinoises. Mais la coopération est un peu comme le mariage, les deux parties doivent se comprendre, se tolérer, s'accepter et s'adapter mutuellement.

Encore un exemple, le problème de la différence des normes. Certains amis européens reprochent à la Chine d'avoir des normes moins élevées. En réalité, pour les pays africains qui se trouvent encore aux premiers stades de développement économique, la priorité est de se doter d'abord de la capacité de développement. Mêler les normes non économiques, non commerciales, non techniques dans la coopération n'est pas de leur urgence. Un coût faible et une efficacité élevée sont les avantages des entreprises chinoises, dont de nombreuses offres sont mieux adaptées à la réalité de l'Afrique et répondent à ses besoins de développement à ce stade. Bien sûr, nous sommes ouverts à la discussion du raccordement de normes et nous encourageons les entreprises à adopter une telle attitude d'ouverture.

Autre exemple encore, la répartition des bénéfices. Cela implique de nombreuses questions pratiques dont dépend directement la réussite de la coopération. Alors que le nombre de parties prenantes augmente, comment prendre en considération de manière équitable les intérêts des parties, pour réaliser le gagnant-gagnant et une coopération à long terme ? Quand un projet est financé par un gouvernement ou financé conjointement par deux gouvernements, comment résoudre adéquatement les questions de l'attribution des projets et de l'application des normes ? Est-il possible pour les entreprises chinoises et françaises de constituer des consortiums pour participer ensemble aux appels d'offres ? Toutes ces questions méritent des études et des réflexions approfondies.

Je suis persuadé que ces difficultés ne sont que passagères. Un adage chinois dit, « il faut accueillir de bon cœur les critiques, ne pas dissimuler les erreurs et ne pas craindre de les corriger ». Autrement dit, avoir des problèmes n'est pas une mauvaise chose en soi. L'important est de les résoudre avec une attitude positive, franche et ouverte. Tant que nous travaillons dans le même sens, nous pourrions trouver les solutions appropriées.

Mesdames et Messieurs,

Les entreprises sont les acteurs principaux de la coopération tripartite Chine-France-Afrique. Nombre d'entre vous participent directement à la coopération sino-française. Je compte sur vous pour jouer activement votre rôle de sorte que la coopération Chine-France-Afrique ne cesse d'enregistrer de nouveaux succès.

Premièrement, nous devons nous respecter mutuellement et gérer judicieusement les divergences. Nous devons, dans un esprit d'ouverture et de franchise, rechercher le plus grand dénominateur commun dans notre coopération. Nous devons également respecter pleinement la volonté des pays africains et répondre à leurs besoins, notamment en ce qui concerne la croissance économique, la création d'emplois et le bien-être des populations.

Deuxièmement, nous devons oser agir en pionniers pour élever le niveau de coopération. À franchement parler, bien que la Chine et la France aient été à l'avant-garde de la coopération en marchés tiers, nous n'avons pas vu notre coopération aboutir à des résultats suffisants, au point que nous risquerions d'être rattrapées et dépassées par d'autres pays. J'espère que les entreprises de nos deux pays seront plus conscientes de l'urgence, accéléreront la mise à exécution des projets de coopération existants et favoriseront l'émergence de nouvelles possibilités de coopération, en donnant la priorité à des domaines tels que le développement durable, la santé publique, le bien-être social et la 5G.

Enfin, nous devons bien présenter notre coopération et préserver une bonne image. Le développement de la coopération tripartite Chine-France-Afrique a besoin de l'adhésion de l'opinion publique. J'espère que les entreprises des deux pays feront entendre leurs voix et présenteront activement les réussites de la coopération sino-française en Afrique, y compris dans la lutte commune contre la COVID-19, afin que plus de gens puissent connaître, soutenir et participer à la coopération Chine-France-Afrique.

Mesdames et Messieurs, Chers amis,

Comme le Président Xi Jinping l'a fait remarquer, les pays du monde vivent dans une communauté d'intérêts, de responsabilité et de destin et notre seul choix est de travailler

ensemble dans un esprit de coopération gagnant-gagnant. Aujourd'hui, la Chine a maîtrisé efficacement l'épidémie et remis son développement économique et social sur les bons rails. Avec le 14e Plan quinquennal, la Chine trace un vaste programme d'action pour son développement futur et entrera bientôt dans une nouvelle période, celle de l'édification intégrale d'un pays socialiste moderne. Cela apportera sûrement plus d'opportunités de développement à tous les pays du monde et ouvrira de nouvelles perspectives pour la coopération Chine-France-Afrique. Je suis convaincu qu'avec les efforts conjoints de la Chine, de la France et de l'Afrique, notre coopération tripartite aboutira à des résultats plus nombreux et continuera de bénéficier aux peuples chinois, français et africains.

Merci de votre attention.